



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

3 nov. 2024

N° 320

Prix: 25 gourdes

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- Oser et refaire Vertières pour mettre hors d'état de nuire les gangs et leurs commanditaires !

Leur Société

⇒ Page 2

- L'étreinte des gangs se resserre davantage sur Haïti
- Les drames se multiplient pour la population
- Solino assiégé par les gangs de Viv Ansanm

⇒ Page 3

- La Nationale # 2 coupée et contrôlée par les gangs
- L'enfer dans les camps
- Une bataille rangée pour les subsides du pouvoir
- Mission de paix ou mission de sécurité : du pareil au même

Dans les entreprises

⇒ Page 4

- PAWÒL TRAVAYÈ: Ensekirite a pi rèd nan kò klas travayè a
- Fairway : Les ouvriers doivent continuer à se battre

Dans l'international

⇒ Page 4

- Nouvel assaut de l'Etat dominicain contre les travailleurs migrants haïtiens

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

EDITORIAL

OSER ET REFAIRE VERTIÈRES POUR METTRE HORS D'ÉTAT DE NUIRE LES GANGS ET LEURS COMMANDITAIRES !



Comme chaque année, le 18 novembre, les dirigeants politiques ne ratent jamais l'occasion de célébrer Vertières qu'ils présentent comme la fête de l'Armée. Mais l'Armée qui avait défait la France coloniale était au service des pauvres, des classes opprimées par le système esclavagiste alors que la Police nationale d'Haïti et la FAD'H ne regroupent que des chiens de garde dressés pour protéger les vies, les biens des riches, et réprimer les classes pauvres en lutte ou pas.

Le 18 novembre 1803, à Vertières, l'armée indigène composée d'esclaves a mis en déroute l'armée napoléonienne. Les va-nu-pieds, n'ayant rien à perdre et tout à gagner, ont enterré la volonté de Napoléon Bonaparte de rétablir l'esclavage, déjà aboli depuis 1793 par la force des armes et la lutte des esclaves.

L'armée des esclaves a déchu non seulement le système esclavagiste mais aussi les colons blancs, les représentants, les profiteurs de cette organisation sociale dans la colonie de St Domingue, la plus riche et la plus prospère des Antilles. En 1776, les 13 colonies britanniques en Amérique du nord ont proclamé leur indépendance sous le nom des États-Unis, mais l'esclavage maintenu, en particulier dans le sud du pays.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les USA s'étaient joints aux puissances coloniales de l'époque, dont la France, pour isoler Haïti, asphyxier la population, les anciens esclaves, et empêcher que cette révolution ne fasse tache d'huile dans les autres colonies. Ces puissances n'ont jamais pu digérer la cuisante défaite de l'armée française qu'elles ont considérée comme la leur et ont tout mis en place pour faire payer à Haïti son audace et ce, jusqu'à maintenant.

Cette victoire attribuée exclusivement aux chefs, aux généraux de l'armée indigène est bien

l'œuvre des masses esclaves déterminées, en colère, prêtes à tout pour en finir avec l'esclavage.

À Vertières, les anciens esclaves ont versé leur sang, ont donné leur vie pour mettre fin à cette barbarie et s'approprié la terre ainsi que ses ressources. Ceux qui profitent sur le dos du peuple et détournent ses taxes, ceux qui pillent les caisses publiques, qui s'agenouillent pour recevoir les diktats des riches et des diplomates étrangers, qui pactisent avec les gangs et qui, en même temps, défilent pour fêter Vertières sont des usurpateurs, des imposteurs qui cherchent à tromper la vigilance des masses laborieuses.

C'est pourquoi, face à la barbarie des gangs, à la dictature des classes riches et au pillage des caisses publiques, les travailleurs des villes et des campagnes, à l'instar de leurs ancêtres esclaves, ont grand intérêt à se mobiliser pour forger leur propre armée, se donner leur propre instrument de lutte pour oser et renouveler Vertières.

Mais, cette fois, la lutte des classes opprimées d'Haïti devrait devenir un flambeau incandescent qui se propage aux classes exploitées du monde entier ! C'est la seule voie pour mettre hors d'état de nuire l'impérialisme américain, les classes possédantes en Haïti, leurs valets politiques et leurs hordes criminelles qui sèment le deuil au quotidien dans les quartiers. Le calvaire de la population n'a que trop duré ! ■

L'ÉTREINTE DES GANGS SE RESSERRE DAVANTAGE SUR HAÏTI

Les tirs sur un hélicoptère de l'ONU survolant le quartier de Gran-Ravine, un quartier contrôlé par le chef de gang « Tilapli » le jeudi le 24 octobre dernier, les perturbations des vols internationaux, l'attaque de deux véhicules blindés de l'ambassade américaine le 21 octobre battent en brèche les mensonges de la diplomatie internationale et des autorités haïtiennes sur une amélioration de la situation sécuritaire du pays. Par ces actes, les gangs rappellent que ce sont eux les maîtres des lieux.

Il n'y a pas si longtemps, le secrétaire d'État américain, le gouvernement kényan et même des officiels haïtiens parlaient d'avancées dans les luttes contre les gangs. Ils donnaient en exemple la réouverture de l'aéroport international de Port-au-Prince et une certaine accalmie qui régnaient à Port-au-Prince. Des propos qui contredisaient le ressenti de la population mais qui avaient pour but de camoufler leur échec cuisant devant les gangs.

La réalité est que les ambassades occidentales, les classes possédantes et leur caste politique se fichent de la détérioration de la situation en Haïti. Dans la boue, dans le sang, ils continuent d'engranger des plus-values aux côtés des bandes criminelles. Aussi cruels soient-ils, ces gangs ne mettent pas leur système d'exploitation en question.

Ces derniers n'ont, depuis plusieurs

années, concédé aucun pouce de terrain. Les territoires conquis, même vides, sont tenus et considérés comme des chasses gardées surveillées militairement. Quiconque s'y aventure est repoussé. Le Conseil présidentiel peut en témoigner. En deux occasions, les conseillers ont essayé de s'approcher du Palais national, à chaque fois, ils ont été forcés de rebrousser chemin sous les tirs nourris des gangs. Les riverains qui ont tenté de retourner dans leurs maisons dans certains quartiers sont attaqués pendant la nuit, ceci pour leur signifier qu'ils ne sont pas les bienvenus.

Si les périodes dites d'accalmie permettent à la population de souffler, pour les gangs, c'est le moment de procéder à la revue de leurs troupes, de se renforcer en armes et en nombre avant de planifier de nouvelles attaques pour conquérir de nouveaux territoires.

Le 17 octobre 2024, alors que les paillasons du Conseil présidentiel et ceux du gouvernement de Gary Conille s'étripaient à cause de l'appât du gain et du pouvoir, la coalition des gangs criminels, « Viv Ansanm » a lancé une grande offensive sur les derniers quartiers ou communes du département de l'Ouest qui échappent encore à leur contrôle. Dans leur ligne de mire, les quartiers de Solino, Tabarre 27, la commune de l'Arcahaïe etc. avant d'attaquer les communes de Pétion-Ville et du haut-Delmas pour boucler la conquête totale du département de l'Ouest et de la capitale Port-au-Prince.

Devant l'irresponsabilité, la passivité, la lâcheté du gouvernement et de ses corps de sécurité, les masses populaires ont à se réinventer pour écrire une nouvelle page dans leurs luttes contre l'oppression et l'exploitation. Elles peuvent et doivent le faire en créant, secrètement, des comités de lutte. ■

LES DRAMES SE MULTIPLIENT POUR LA POPULATION

Après le massacre de la population de Pont Sondé dans le département de l'Artibonite, c'est au tour des habitants de Solino, de Delmas 24, de l'Arcahaïe de vivre la barbarie des gangs.

Dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 octobre 2024, les tirs nourris des bandits regroupés sous le nom de « Vivre Ensemble » ont surpris en plein sommeil les habitants de Solino. Sans avoir de destinations précises, des centaines d'habitants, des enfants, des femmes enceintes, des vieillards entre autres se sont mis à courir dans toutes les directions pour échapper aux exactions des criminels venus les déloger de leurs maisons pour prendre possession de leur quartier.

Située à 41 km au nord de la capitale, l'arrondissement de l'Arcahaïe et ses habitants ont subi les mêmes attaques. Depuis le 10 octobre jusqu'à ce jour, les assauts des bandits contre les habitants de

cette zone ont entraîné pas moins de 20000 déplacés selon l'Organisation Internationale pour la Migration. Dans de frêles embarcations, ils essaient de trouver refuge sur l'île de la Gonâve notamment. La situation était particulièrement difficile dans la première section de Bocassin où la majorité des habitants avaient fui.

À Pont-Sondé, une commune située dans le centre du département de l'Artibonite, plus d'une centaine de personnes ont été massacrées par les bandits armés du gang « Gran grif » de la localité de Savien, dans la nuit du 2 au 3 octobre 2024. Parmi les victimes se trouvaient des bébés et femmes enceintes et des personnes âgées. Selon l'OIM,

l'Organisation Internationale pour les Migrations, plus de 6 300 résidents de Pont-Sondé ont fui vers Saint-Marc, où la majorité est hébergée temporairement chez des proches. Cependant, près d'un millier de personnes se retrouvent sans abri, dormant à même le sol dans des églises, des écoles et des places publiques. Plusieurs maisons et véhicules ont été incendiés.

À côté de ces massacres qui deviennent récurrents au fur et à mesure de la progression des gangs armés, la vie de la population devient une horreur. Le gouvernement, les institutions internationales ont mille fois démontré qu'ils se fichent de la sécurité de la population. Aux masses populaires de se prendre en charge pour mettre fin à ce calvaire. ■

SOLINO ASSIÉGÉ PAR LES GANGS DE VIV ANSANM

Après de nombreux mois de vigilance active, des centaines d'habitants ont fui leurs quartiers pour échapper aux attaques des gangs de la fédération de Viv Ansanm opérant dans ces zones. L'inquiétude grandit chez les habitants des quartiers avoisinants : du haut Delmas, de Bourdon, du Canapé Vert et de Pétion-Ville.

Progressant depuis le littoral de la ville de Port-au-Prince vers Pétion-Ville, les gangs s'étaient arrêtés aux limites du carrefour de l'aéroport, de Delmas 24 et de Solino. Comprenant l'importance de ces positions stratégiques dans la progression des gangs, le gouvernement dit avoir lancé des opérations policières aux limites géographiques de ces quartiers au mois de septembre pour contraindre les gangs à reculer.

Dans la peau d'un chef de guerre, le Premier ministre se mettait en spectacle en annonçant le début des opérations pour reprendre le contrôle du territoire aux mains des criminels, « maison après maison, quartier après quartier, zone après zone ». Le chef de la Police avait de son côté sifflé la fin de la récréation pour les gangs. Des restrictions ont même été faites aux médias dans la publication des informations sensibles pouvant nuire au déroulement de ces opérations.

Mais chemin faisant, la population a

eu peu d'informations sur ce qui se passait. Contrainte de s'expliquer, la Police n'a pas été en mesure de partager quoi que ce soit. Acculée, ce sont de fausses informations, des photos truquées qu'elle publiait sur les réseaux sociaux.

Puis le gouvernement et la Police se sont tus, parce qu'ils ne préparaient rien ! Ils ont laissé les quartiers menacés sans aucune protection. Solino et Delmas étaient pratiquement sortis de l'actualité jusqu'aux

dernières attaques des bandits le 17 octobre dernier et la fuite de la population.

Comme pour les gouvernements précédents, comme pour les nombreux chefs de Police passés à la tête de l'institution policière, l'échec est cuisant. Les bandes à Leslie Voltaire, à Gary Conille, au chef de la police ont capitulé sans combat. Ces racailles se révèlent être plus compétentes dans l'art de l'arnaque et du remplissage de poche. ■



LA NATIONALE # 1 COUPÉE ET CONTRÔLÉE PAR LES GANGS

L'une des conséquences de la montée en puissance des gangs est le contrôle des routes nationales à partir de Port-au-Prince, la capitale. Ils en font une source de revenus en y installant des postes de péage pour rançonner les automobilistes.

C'est ainsi que depuis environ 3 ans, au niveau de Martissant notamment, les chauffeurs empruntant la route nationale # 2 sont contraints de verser une certaine somme dont le montant varie suivant qu'il s'agit d'un bus, d'une camionnette, d'une voiture privée, d'une motocyclette, etc.

Depuis quelques mois, la commune de Gressier est tombée aux mains des bandits qui ne jurent que par la conquête de nouveaux territoires. Des centaines de familles, craignant pour leurs vies, ont abandonné leurs maisons et ont fui dans toutes les directions.

Cette fois, les malfrats n'installent pas de poste de péage, ils interdisent carrément l'accès aux véhicules. Port-au-Prince est ainsi coupée de 4 départements du pays : Sud, Sud-est, Nippes et Grande-Anse. Ainsi, la route nationale # 2 est totalement désertée par les automobilistes et les piétons suite aux nombreuses victimes des assauts des gangs.

Aujourd'hui, un habitant d'un de ces 4 départements qui veut se rendre à Port-au-Prince, par voie terrestre, doit obligatoirement contourner Gressier. Soit il se ménage une petite place à bord d'un bateau marchand rempli de marchandises, soit il passe par les mornes à pied ou à moto. Devenus réfugiés

dans leur propre pays, les habitants ne peuvent plus circuler librement et se retrouvent à emprunter des chemins risqués à moto, au prix fort et à faire, en plusieurs heures, un trajet qui normalement devrait durer quelques minutes.

Accéder au bateau est un véritable parcours de combattant en raison de la bousculade. Il y a toujours 2 ou 3 fois plus de passagers que de places d'autant qu'il s'agit d'un bateau marchand. Il n'y a donc pas de sièges. Une fois à bord du bateau, ce n'est pas de tout repos. Des gens rapportent que des bandits tirent parfois à bout portant sur le bateau, ou bien que des balles perdues y atterrissent.■

L'ENFER DANS LES CAMPS

Les assauts répétés des bandits dans la périphérie de la capitale, pour étendre leurs territoires, viennent aggraver les problèmes des personnes déplacées logées dans les camps. De plus en plus de gens fuyant la violence des bandits se dirigent vers ces espaces, où il manque de tout pour survivre.

La plupart des camps sont installés dans des écoles. Les déplacés remplissent les salles de plus en plus bondées. Des enfants non accompagnés de leurs parents se retrouvent dans ces sites. Selon un responsable, certains sont adoptés par des membres du comité du site. Ceux qui se côtoient tous les jours ne se connaissent pas

forcément mais dorment ensemble, les uns à côté des autres dans un environnement malsain où se dégagent une odeur nauséabonde. Les cas de viol sont fréquents. Aucune disposition particulière n'est prise pour les femmes gestantes, allaitantes, les nourrissons et les enfants. Tout le monde est mis dans le même sac.

En plus des salles surpeuplées, il y a beaucoup de personnes qui dorment sur les toits et au niveau des couloirs, faute de place dans les salles ou pour éviter la chaleur horrible. La promiscuité expose les gens aux risques accrus de maladies comme la tuberculose et des poussées récurrentes de fièvres et de grattelles surtout chez les enfants.

D'après un responsable d'organisme de droits humains, dans la majorité des camps, des tuberculeux ont été détectés et la promiscuité qui y règne facilite la transmission de cette maladie. L'eau potable n'est pas accessible. Au niveau sanitaire, des efforts sont faits dans certains camps pour la collecte des ordures mais leur ramassage se fait très irrégulièrement. Souvent, les occupants brûlent les déchets dans la cour même, à proximité des salles qui sont envahies par la fumée et tout ce qu'elle véhicule.

L'Etat est le grand absent. Ce sont des ONGs qui passent distribuer de l'eau ou parfois des plats en fonction des camps. C'est une situation insupportable !■

UNE BATAILLE RANGÉE POUR LES SUBSIDES DU POUVOIR

Appelés à la rescousse du pays qui croule littéralement sous les coups de boutoir des gangs criminels, le nouveau pouvoir exécutif, un conglomérat de 9 conseillers réunis au sein d'un « conseil présidentiel » et un Premier ministre sombrent à leur tour dans la corruption et le déshonneur. Une fois tous installés dans leurs postes, ils sont partis à l'assaut des caisses de l'État tout en se livrant une guerre fratricide. L'insécurité, les massacres de la population, la misère sont le cadet de leurs soucis.

Cacophonie, menaces de mort, de coup de d'État, insubordinations, les relations entre les 9 conseillers présidentiels et le gouvernement s'enveniment. C'est la guerre ouverte entre divers clans politiques pour se positionner et être en état de profiter de leur poste.

L'arrivée du nouveau coordonnateur à la tête du conseil, Leslie Voltaire, a sans doute donné du zèle au parti de Jean-Bertrand Aristide et l'occasion de se refaire une santé politique. Dès son arrivée, Leslie Voltaire veut pousser à la démission les titulaires des principaux ministères pour les confier à ses fidèles, tels les ministères de l'Économie et des finances, de la Justice, des

affaires étrangères, etc.

Au conseil, Leslie Voltaire a le soutien des trois conseillers présidentiels qui sont traduits en justice pour une affaire de corruption. Ce sont ces derniers qui lui donnent la majorité pour prendre les décisions. En revanche, il leur permet de garder leurs postes, mêmes épinglés par la justice.

Au gouvernement, le Premier ministre Garry Conille semble avoir pris un coup sur la tête. Décryé et vilipendé dans l'opinion pour ses mensonges à propos des luttes contre les gangs armés, sa marge de manœuvre désormais limitée avec Leslie Voltaire qui lui manifeste ouvertement son hostilité. Avec le soutien des ambassades, il tient encore mais bien malin qui

peut dire pour combien de temps.

Mais les conflits au sein de l'exécutif ne se résument pas seulement aux bras de fer entre le Premier ministre et Leslie Voltaire. D'autres leaders des partis politiques comme Jean Charles Moïse, l'ancien Premier ministre Claude Joseph et autres font continuellement des empoignades pour marquer des points.

Il y a une guerre de tranchées au sein de l'exécutif. Alors que la population crève sous les balles, crève de faim, de peur, subit la torture, souffre de la perte de ses lieux de vie, la vermine grouille au sein du gouvernement. Se débarrasser des gangs est une urgence, mais se débarrasser de ce système capitaliste qui engendre ces gangs est une nécessité.■

MISSION DE PAIX OU MISSION DE SÉCURITÉ : DU PAREIL AU MÊME

Le refus catégorique de la Russie et de la Chine lors de la dernière assemblée générale de l'ONU avait jeté un froid aux initiatives des Etats-Unis visant à transformer la Mission multi-nationale en Haïti en une mission de casques bleus de maintien de la paix. Mais l'idée suit son cours, en atteste la dernière lettre du nouveau coordonnateur du Conseil présidentiel de transition, Leslie Voltaire, adressée à Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies.

Devant le fiasco de la Mission multinationale de soutien à la sécurité et les réticences des gouvernements à participer financièrement, les missions de paix des Nations Unies, selon des diplomates, ont pour atout de faire obligation aux pays de cotiser ou d'utiliser les fonds de l'ONU.

Révélee dans la presse le 24 octobre dernier, la lettre de Leslie Voltaire stipule dans un paragraphe « Face à l'urgence de la situation, je viens Monsieur le Secrétaire Général, solliciter la transformation le plus tôt possible de la MMSS en une mission de maintien de la Paix. »

Pour tendre sa sébile, Leslie Voltaire parle de « l'urgence de la situation ». Mais sur le terrain, l'urgence pour Leslie Voltaire est ailleurs. Elle est de s'acoquiner avec d'autres Conseillers présidentiels dont les noms sont cités dans un scandale de corruption pour prendre la présidence du CPT, de demander un remaniement ministériel pour placer ses hommes de main dans de meilleures positions au gouvernement en vue siphonner les caisses de l'Etat, de travailler pour le retour au premier plan de son parti, celui de Jean Bertrand

Aristide.

L'urgence évoquée dans la lettre de Leslie Voltaire est un leurre. L'objectif pour tous ceux qui arrivent au pouvoir ou qui sont dans l'opposition est de s'enrichir le « plus rapidement possible ». Comme des chiens affamés, ils reniflent partout où ils pensent trouver des os pour se remplir la panse. Les problèmes de la population ? Ils s'en moquent.

Quels que soient leurs noms, ces missions aux ordres de l'impérialisme américain n'apporteront rien à la population. Elle a déjà fait l'expérience des missions de paix des Nations Unies pendant près de 30 ans. Et elle a vérifié que ces armées servent, à chaque fois, les intérêts de la bourgeoisie haïtienne et internationale. ■

DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 25 octobre 2024.

PAWÒL TRAVAYÈ

Ensekirite a pi rès nan kò klas travayè a

Depi jedi 17 oktòb ki sot pase la, federasyon gang "Viv ansanm" yo anvayi plizyè katye nan kapital la ki pako sou dominasyon yo. Abitan nan katye Taba, Solino, Laplèn, elatriye, ap viv menm sityasyon anpil abitan nan katye Kafoufèy, Ganthier, anba-Delma, elatriye te viv. Kay boule, anpil moun pran katouch, granmoun, timoun kap kouri kite kay yo san yo pa konnen kibò yo prale.

Bandi yo ap pyafe sou rezo sosyal yo. Anpil chèf gang ki tap viv nan mizè pa sispann montre sou rezo sosyo yo dividal richès yo genyen jounen jodi a. Yo ranmase richès sa yo nan anpil aktivite kriminel ak gwo vyolans ki detwi lavi klas travayè ak mas popilè yo.

Yon bò, yap chèche jwenn senpati popilasyon an, sitou abitan ki nan otaj nan katye kote gang yo kontwole. Yon lòt bò, yo kontinye ap chèche pran kontwòl lòt katye pou yo elaji pouvwa yo e ranfòse diktati yo. Gang yo pap kanpe si yo pa kontre ak kòlè mas popilè yo. Kidonk, mobilizasyon jeneral pou kwape gang tout kalte.

Grannèg ak polisyen kap layite nan sityasyon sa a fè tout sa ki nan posiblité yo pou se mas popilè yo ki peye konsekans zak kraze brize gang ame yo. Lajan yo peye gang yo pou yo kontinye fonksyone, yo tire l sou mas popilè yo.

Solisyon an, se mas popilè yo ki dwe jwenn li. Nou abitye kwape diktati sanginè, nou abitye kanpe devan envazyon peyi etranje, nou kapab reziste, kanpe goumen e rive ranpòte laviktwa sou gang ame.

Bouch an bouch youn di lòt !

OTR-UCI, Jedi 25 oktob 2024
An nou konte sou fòs nou !

FAIRWAY : LES OUVRIERS DOIVENT CONTINUER À SE BATTRE

Convoqués les 15 et 16 octobre pour toucher leurs indemnités de licenciement, de nombreux travailleurs sont repartis bredouilles. Seulement quelques dizaines d'entre eux ont eu leur paye. Ceux qui ne l'ont pas eue n'ont pas caché leur colère.

Cela fait un moment que le patron

joue avec nos nerfs. Nous étions persuadés que le rendez-vous de la mi-octobre était le dernier après les incidents qui s'étaient déroulés à l'intérieur de l'usine le 18 septembre 2024. Ce jour-là, nous avons campé devant l'usine puis forcé la barrière pour voir le patron. Tapant du poing sur la table, nous avons exigé qu'il nous paye nos indemnités. Ce qu'il avait consenti à

faire le 16 octobre. Maintenant il nous renvoie au 4 novembre.

Notre patience a des limites. Nous espérons que le 4 novembre sera le dernier rendez-vous.■

DANS L'INTERNATIONAL

NOUVEL ASSAUT DE L'ÉTAT DOMINICAIN CONTRE LES TRAVAILLEURS MIGRANTS HAÏTIENS

En seulement 21 jours, plus de 40 000 migrants haïtiens ont été rapatriés. Parmi eux 31 000 déportés par l'État dominicain. Ces vagues de déportations record constituent une énième offensive contre les travailleurs migrants haïtiens.

Le 2 octobre 2024, le président dominicain, Luiz Abinader a annoncé un plan de déportation massive des migrants haïtiens. L'objectif est d'en expulser 10 000 chaque semaine. Pour justifier cette mesure, il a évoqué la crise sécuritaire en Haïti qui provoque la fuite des Haïtiens en République dominicaine et le débordement des services publics dominicains.

Depuis cette annonce, une véritable chasse aux Haïtiens est lancée. Les femmes enceintes, les mères avec des bébés, les enfants etc. font partie des déportés, les autorités migratoires ne font aucune exception. Les enfants sont arrachés dans les écoles, les femmes sur les lits d'hôpitaux ou chez elles, les travailleurs sur les chantiers, les entreprises ou tout simplement dans les transports en commun. Chaque jour ils sont des centaines, voire des milliers à être conduits à la frontière après avoir subi la violence des agents de la migration et des soldats. Certains organismes de défenses des droits humains ont même signalé des cas de

viols.

En République dominicaine la xénophobie, le racisme anti-haïtien s'élève au rang de doctrine politique, sur laquelle les nationalistes orchestrent des propagandes, des campagnes contre les travailleurs migrants haïtiens. Et la politique migratoire du gouvernement dominicain n'est autre chose que l'écho de ces campagnes racistes. Car depuis son arrivée au pouvoir en 2020, Luiz Abinader, n'a fait que persécuter les migrants en durcissant la politique migratoire, en orchestrant des déportations massives. Ce qui a rendu la situation des migrants haïtiens encore plus difficile.

Il a fait construire un mur de 165 km le long de la frontière pour séparer les deux pays. En 2023, la construction d'un canal à Ouanaminthe lui a servi de prétexte pour fermer la frontière pendant plusieurs mois, et déployer des soldats à la frontière, ce qui a provoqué une crise entre les deux États. Depuis, l'État dominicain a suspendu l'octroi

des visas aux ressortissants Haïtiens. De nombreux étudiants haïtiens sont dans l'impossibilité de renouveler leur visa.

Seule une solidarité entre les classes pauvres dominicaines et les migrants haïtiens peut faire obstacle à la propagation de la xénophobie anti-haïtienne en République dominicaine.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.